



## DÉCLARATION DE LA FNEC-FP-FO CAEN DU 12 OCTOBRE 2022 Académie de Bordeaux

Madame La Rectrice,  
Monsieur Le Vice-Président du Conseil Régional,  
Mesdames & Messieurs les membres du Conseil Académique de  
l'Education Nationale,

Le 5 septembre, le président Macron a déclaré « nous sommes en guerre c'est un état de fait » et c'est au nom de cela qu'il faudrait accepter la destruction des services publics, la baisse de notre pouvoir d'achat, l'insuffisance de nos salaires, le recul du départ en retraite à 65 ans, la sobriété énergétique voire le rationnement, le laminage de nos droits et de nos libertés.

Pendant cela, de l'autre côté de la frontière sociale, des milliards et des milliards prélevés dans les caisses de l'État se transforment en dividendes.

Durant l'été, le ministre Ndiaye avait expliqué qu'il ferait la rentrée « avec les moyens du bord » et avait promis « il y aura un prof devant chaque classe ». Rien de nouveau donc, derrière les effets d'annonce, l'asphyxie de l'école se poursuit dans le cadre de l'enveloppe fermée.

Pour tenter de tromper l'opinion publique, des mesures symboliques ont été prises, comme les 935 millions d'euros prévus pour la « revalorisation » des enseignants ce qui est dérisoire compte tenu de leur nombre qui est de 866.500. Il faut aussi dénoncer que près d'un tiers de cette somme ira rétribuer des collègues qui accepteront d'effectuer des nouvelles tâches au delà de leurs obligations de service, conformément au Pacte « Travailler plus pour perdre moins ».

Officiellement, il manquait au plan national 4000 enseignants à cette rentrée, c'est la conséquence directe de la réforme Blanquer de la formation des enseignants, et de la difficulté à recruter compte tenu de la dégradation des conditions de travail et de l'insuffisance des salaires, particulièrement en début de carrière.

Le 2 septembre notre ministre a osé déclarer dans la presse : « On nous avait promis le pire, c'est une rentrée réussie » mais la réalité est toute autre, le bilan que nous tirons à cette rentrée est alarmant :

- dans 60% des établissements des postes d'enseignants ne sont pas pourvus et les remplacements ne sont pas assurés ;

- les salles de classe sont bondées, souvent au delà de leurs capacités, du jamais vu ;

- les dotations horaires des lycées et collèges ont été gravement amputées, souvent au delà de ce que la réglementation permet, des enseignements en classe dédoublés sont supprimés alors qu'ils figurent dans les référentiels ;

- partout ce sont des élèves porteurs de handicap qui sont livrés à eux-mêmes, faute d'AESH, de places dans les IME et autres structures spécialisées.

Dans l'académie de Bordeaux, on ne compte plus les AESH qui démissionnent, tant leurs conditions de travail ont été dégradées. Leurs importantes mobilisations auraient dû pourtant alerter !

Le rectorat a ouvert le portail ACLOE censé recruter en ligne des contractuels avec 4 jours de formation à la clé, mais des postes restent désespérément vacants. Comment comprendre que des contractuels ne sont toujours pas réemployés ?

Le 5 septembre au Collège de Monfort en Chalosse dans les Landes, les collègues se sont mis en grève contre la suppression d'une classe de 6<sup>ème</sup>.

Le 12 septembre au collège Camus de Bayonne, les collègues se sont mis en grève et se sont mobilisés avec les parents d'élèves contre les sureffectifs dans les classes de 5<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> qui sont au delà de 30 élèves.

Depuis le 15 septembre au collège Mauguin de Gradignan, enseignants et assistants se sont mis en grève pour réclamer 4 AESH supplémentaires et la limitation des effectifs à 30 élèves par classe.

Le 29 septembre au Collège Camille Claudel de Latresne, enseignants et surveillants, se sont mis en grève et ont manifesté avec les parents.

Et ce ne sont là que quelques exemples.

Le budget 2023 vient d'être présenté, il annonce 2000 suppressions de postes :

- 1000 suppressions dans le premier degré public ;
- 500 suppressions dans le second degré public, qui se rajoutent aux 7900 postes supprimés depuis 5 ans ;
- 500 suppressions dans l'enseignement privé.

L'avenir qui nous est réservé ne promet rien de bon, les personnels en sont conscients et inévitablement ils se mobiliseront pour changer le cours des choses.

L'évolution de la carte des formations professionnelles et BTS dans notre académie suscite bien des interrogations pour lesquelles nous demandons des réponses. La mise en rapport des ouvertures et des fermetures de formations montre encore une fois que la logique de transformation à moyens constants prédomine au détriment de toute considération éducative. Pour exemples, la réduction de capacité pour le Bac Pro famille des métiers Relation clients en classe de seconde au LP Philadelphie de Gerde à Pessac où la fermeture du CAP ATMFC au lycée Hôtelier Gascogne à Talence, sont des décisions arbitraires pour lesquelles aucun argument crédible n'a été opposé à ceux, nombreux, des équipes pédagogiques concernées qui en ce moment même sont rassemblées devant le rectorat.

Nous souhaitons avoir des précisions concernant les ouvertures des lycées de Créon et du Barp ?

Nous constatons des baisses d'effectifs importantes dans les filières de BTS, particulièrement dans les BTS industriels. Il s'avère que de nombreux bacheliers STI2D ne peuvent accéder aux BTS industriels où les places qui leur sont attribuées sont limitées par quota. Le nombre de bacheliers professionnels orientés vers les BTS industriels étant également insuffisant, le recrutement est élargi à ceux dont les spécialités sont très éloignées. Il s'en suit un nombre important de démissions d'élèves en situation d'échec au cours des deux années de formation et cela porte préjudice à la valeur de ces formations.

Il serait donc très avisé de recruter seulement les bacheliers professionnels dont les spécialités sont cohérentes avec les BTS concernés et de ne pas écarter des bacheliers technologiques pour lequel le BTS est traditionnellement la continuité logique.

Concernant plus spécifiquement l'Enseignement Professionnel Scolaire, Public et Laïque, le projet Macron de réforme vise à transformer les lycées professionnels en centres d'apprentissage livrés au patronat, à s'attaquer aux diplômes nationaux et au statut des professeurs de lycée professionnel. Le président Macron prévoit même de confier la présidence des Conseils d'administration des LP aux chefs d'entreprises, qui décideraient des fermetures et ouvertures de formations, en fonction des besoins locaux.

Après la destruction du Baccalauréat comme diplôme national, après Parcoursup, l'objectif du gouvernement est clair : détruire tout l'édifice de l'Éducation nationale, des diplômes et des qualifications.

Le président veut imposer dès la 5<sup>ème</sup> de collège un dispositif « Avenir » consistant à consacrer une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises. Pour la FNEC FP-FO, l'avenir serait de renforcer les missions et le nombre de

personnels d'orientation, de rétablir les classes et les sections qui ont été fermées et de permettre à chaque collégien de trouver la formation de son choix.

Nos élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise, mais de plus d'École !

Depuis 1945, le patronat n'a jamais supporté qu'on lui enlève ce pouvoir de contrôle sur la jeunesse. Un lycéen de lycée professionnel a un statut scolaire, il est un élève et il doit le rester. Ce projet de réforme est un recul sans précédent qui conduit à la privatisation de l'École et à la destruction des diplômes reconnus dans les conventions collectives.

La FNEC FP-FO soutient son syndicat le SNETAA-FO dans son combat pour le retrait de cette réforme et se félicite de l'appel à la grève de l'ensemble des syndicats de la voie professionnelle prévue le mardi 18 octobre. Elle y prendra toute sa part et appelle l'ensemble de ses syndicats à venir devant le Rectorat de Bordeaux à midi afin de soutenir cette mobilisation et à contribuer à son succès.

Elle appelle les personnels à se réunir avec leurs syndicats pour s'informer sur ce projet, et à prendre position contre la casse des lycées professionnels et pour le retrait de la réforme Macron-Grandjean-Ndiaye et de toutes les contre-réformes qui saccagent l'École publique, les diplômes et nos statuts !

La FNEC FP-FO a déposé un préavis couvrant l'ensemble des personnels qui souhaitent s'associer à cette mobilisation.

« Résister, revendiquer, reconquérir. »

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Pour la FNEC-FP-FO**  
**André Hernandez, Patrick Mouras**  
**Max Sanchez, Eric Mouchet.**